

09 AVR. 2018

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LEGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

Délégation départementale des Bouches-du-Rhône
Service Santé Environnement

Affaire suivie par : CRIADO, Maria
Courriel : maria.criado@ars.sante.fr

Téléphone : 0413558256

Réf : DD13-0318-2349-D

PJ :

Date : 29 mars 2018

Objet : Proposition d'instauration de servitudes d'utilité
publique
Sté PROTEC METAUX D'ARENC (PMA) à Marseille 15ème

Le directeur général
de l'agence régionale de santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur

à

Monsieur le Préfet des Bouches-du-
Rhône
DCLE
Bureau des Installations
13282 Marseille Cedex 6

Par courrier du 16 mars 2018, vous m'avez saisi pour avis sur le rapport de la DREAL du 2 février 2018 relatif à la pollution des eaux souterraines en chrome VI liée à l'activité de la société PMA à Marseille 15^{ème}.

Dans son rapport, la DREAL présente :

- un projet de courrier adressé au Maire de Marseille lui proposant un arrêté municipal de restriction d'usage des eaux souterraines autour du site de PMA,
- un projet d'arrêté préfectoral d'instauration de servitudes d'utilité publique,
- un projet d'arrêté préfectoral imposant des mesures de gestion de la pollution à la société PMA.

Le courrier a été transmis au Maire par vos services le 16 mars.

Comme indiqué lors du CODERST du 28 mars au cours duquel ce dossier a été présenté, j'émet un avis favorable aux propositions faites par la DREAL sous réserve de préciser l'alinéa 2 de l'article 2 du projet d'arrêté préfectoral d'instauration de servitudes d'utilité publique afin que l'interdiction d'utiliser l'eau de la nappe soit explicite.

Cette réserve est levée dans la mesure où en séance, la DREAL a proposé de revoir cet alinéa de la façon suivante : « Tout pompage ou prélèvement, toute utilisation de l'eau de la nappe (notamment arrosage du potager, remplissage de piscine) au droit des terrains visés par la présente restriction d'usage sont interdits sauf s'ils ont fait l'objet d'une étude démontrant la compatibilité de l'eau et des usages envisagés. »

Pour le Directeur Général de l'ARS
et par délégation
l'Ingénieur Principal d'Etudes Sanitaires

Philippe SILVY

